Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 91 (1946)
Heft: 3

Artikel: La réorganisation de l'armée française
Autor: Delage, Edmond
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-342313

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La réorganisation de l'Armée française

Parmi les débats, en général, si rapides, qui ont marqué le vote du budget à l'Assemblée Constituante, seuls, ceux relatifs aux crédits militaires ont retenti hors de l'enceinte de ce Parlement provisoire. On a même, à un certain moment, eu le sentiment — et la crainte — qu'ils allaient entraîner la chute du Gouvernement et de la coalition, si délicate à former, qui assure actuellement l'« intérim » du pouvoir législatif et prépare l'avenir. Ce n'est pas que la France, meurtrie, mais toujours bien vivante et vaillante, qui relève ses ruines, et, comme on lit sur les affiches, dans le métro de Paris, « retrousse ses manches », place les problèmes militaires au-dessus de tous les autres. Mais, quel que soit le parti auquel il appartienne, il n'est pas un Français, si moyen soit-il, qui ne comprenne ou ne vante la nécessité, vitale pour le pays, de ne pas faire dépendre sa sécurité de quiconque, d'un « grand » ami ou d'un allié. Quand on a été envahi trois fois en soixante-dix ans, qu'on a sa capitale à quelques centaines de kilomètres de sa frontière, ou à un coup d'aile de l'ennemi, qu'on n'a pas, comme le camarade de combat britannique, la chance d'être protégé par un beau fossé antichars, qui s'appelle le « Channel », (mais suffirait-il demain ?), on a beau être foncièrement ami de la paix, se contenter de son petit champ et du beau domaine acquis dans le monde, par tant de vaillance et de risques, on y regarde à deux fois avant de laisser tomber le glaive

et de s'en remettre uniquement à la Protection des « Trois-Gros », et des Nations Unies.

C'est ce qui explique, notamment, la popularité profonde, — car elle s'extériorise assez peu — d'un chef comme Charles de Gaulle. Ce militaire, le moins militariste des hommes, symbolise, aux yeux de la masse, la résistance tenace, et l'esprit de nécessaire défensive.

* * *

Mais c'est dans l'application que, comme il est d'usage dans tous les pays libres, et de franche discussion — et la France actuelle veut redevenir ce pays — les avis diffèrent. Quel genre d'armée faut-il ? Quels doivent être ses effectifs ? De quoi se composera son armement ? Et surtout quelles sommes faut-il consacrer à la défense du pays ?

En principe, la réponse paraît aisée. A quoi bon, objectent les économistes — et quel Français, cultivé ou non, ne peut prétendre à ce titre ? — continuer à dépenser des dizaines nombreuses de milliards pour une défense nationale désormais inutile ? L'Allemagne n'est-elle pas vaincue, sa puissance militaire détruite pour de longues années, peut-être «for ever» ? La tâche urgente du pays n'est-elle pas de se refaire économiquement, de se vouer à ses œuvres de paix, à son rééquipement industriel, à ses échanges commerciaux ? « Une trêve totale d'au moins cinq ans, en matière de dépenses militaires » : tel est le verdict que j'ai, à plusieurs reprises, entendu, ces jours-ci, tomber de la bouche des docteurs les plus éminents ès-Politique et ès-Economie.

Cette trêve, cet arrêt brusque sont impossibles, répliquent les plus hautes autorités militaires, et, à leur tête, le Général de Gaulle lui-même. La France ne peut, d'un coup de baguette magique, se muer brusquement en un pays neutre et secondaire : ce serait, sans doute, à certains égards, fort avantageux et séduisant, mais tel n'est pas son destin.

La France n'est pas seulement redevenue, par l'aide fraternelle de ses amis, et par la force même des choses, une grande puissance européenne. Elle est encore, et peut-être surtout, une grande « communauté » mondiale. Ses intérêts sont répandus dans l'Univers entier. Comme ceux des autres grandes nations, ils ont été menacés — ils le sont encore — par la crise universelle déchaînée par le crime nazi. Qui les défendra, si la France est sans force, contrainte de s'en remettre à la bonne volonté d'autrui ?

* * *

Il n'est, sans doute, pas question, poursuivent les partisans d'une puissance militaire française, de ruiner le pays sous des sacrifices militaires trop lourds à ses épaules lasses : ce serait pure folie. Mais la grandeur de l'ordre de dépenses inévitables, si elle peut se réduire assez rapidement, ne peut être ramenée en un tournemain à un niveau modeste. Rien n'est plus coûteux, au début, que l'économie. Quand vous passez d'un loyer de 30 000 francs à un autre de 15 000, il vous faut, avant tout, régler le déménageur et le peintre.

Les crédits votés, non sans résistance, par la Constituante, comportent, ainsi, une partie importante réservée aux « séquelles » de l'horrible maladie que fut la guerre. Il faut démobiliser, ramener « chez eux », aux quatre coins du monde, les soldats de toutes couleurs venus défendre la métropole. Il faut reconstituer de nouvelles unités, les vêtir, les équiper, et, cette fois, sans le secours du précieux « Prêt-bail ». Il faut les loger. En attendant que, selon la pittoresque expression du général de Lattre de Tassigny, l'armée soit « désencasernée », que soient réorganisés ou créés — à coups de milliards — les camps d'instruction de l'armée de demain, il faut abriter décemment celle d'aujourd'hui dans des casernements ravagés par le canon, la bombe, ou l'ennemi en retraite. Il faut tenir — suffisamment — un territoire peuplé de huit millions

d'Allemands, garder une armée de travailleurs ennemis d'un million et demi d'hommes, réoccuper l'Indochine, rassurer le colon nord-africain, instruire de nouvelles recrues dans la Métropole. Tout cela ne s'accomplit pas sans hommes, sans argent — ni sans grincements de dents du contribuable...

EDMOND DELAGE.